

FORCE ET VERTU

LA FRANCE

CONSTITUTION FRANÇAISE,
DROITS DE L'HOMME
ET
DU CITOYEN.

I

ARTICLE PREMIER.

Les hommes naissent & demeurent libres & égaux en droits; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels & imprescriptibles de l'homme: ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, & la résistance à l'oppression.

III.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation.

IV.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.

V.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société.

VI.

La loi est l'expression de la volonté générale: tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation.

VII.

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, & selon les formes prescrites.

VIII.

La loi ne doit établir que des peines strictement & évidemment nécessaires & nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie.

IX.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter.

X.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.

La libre communication des pensées & des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme: tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement.

XII.

La garantie des droits de l'homme & du citoyen nécessite une force publique: cette force est donc instituée pour l'avantage de tous.

XIII.

Pour l'entretien de la force publique, & pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens.

XIV.

Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique de la consentir librement.

XV.

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.

Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII.

Les propriétés étant un droit inviolable & sacré, nul ne peut en être privé.

ORLEANS

CHEZ LE TOURMI

DÉDIE AUX REPRÉSENTANS DU PEUPLE FRANÇAIS.